

Le vieillissement est un facteur économique : pas de panique

Le vieillissement de la population représente-t-il un enjeu vital pour l'économie ? Objectivement, il n'y a aucune raison d'afficher un pessimisme excessif. *Eric Scheidegger*

Abrégé L'évolution démographique représente un défi de taille pour les pays industrialisés. Avec la stagnation des naissances et l'allongement de l'espérance de vie, les cohortes de personnes de 60 ans et plus augmentent en nombre et en taille. Ce phénomène est souvent perçu comme un lourd fardeau pour le développement économique. Il n'y a pourtant là rien d'angoissant, pour autant que les travailleurs restent actifs plus longtemps à mesure que l'espérance de vie s'allonge. Si, parallèlement, on parvient à accroître la productivité du travail, les générations futures devraient bénéficier d'un niveau de prospérité comparable à celui d'aujourd'hui.

Nous sommes périodiquement bombardés de titres tels que « Le choc démographique est encore à venir », « La société grisonnante » ou « Le vieillissement larvé ». Voilà quelques spécimens provenant de périodiques suisses, publiés ces dernières années. La structure de notre population change, comme pour les autres pays industrialisés. Plusieurs facteurs – stagnation des naissances, allongement de l'espérance de vie, arrivée des « baby-boomers » à l'âge de la retraite – indiquent que la part des plus de 65 ans augmentera au cours des prochaines décennies.

Aujourd'hui, environ 1,5 million de personnes ont plus de 65 ans en Suisse¹. Dans trente ans, elles devraient être 2,7 millions. Leur quote-part devrait passer d'un peu moins de 14 % en 1980 à un peu plus de 26 % en 2045.

Les chercheurs des milieux académiques et des organisations internationales, comme l'ONU ou l'OCDE, suivent attentivement l'évolution de la population. Outre la modélisation théorique et l'analyse différenciée des données, les spécialistes s'intéressent plus particulièrement aux conséquences économiques, sociales et sociologiques d'une société vieillissante. Des conclusions plutôt pessimistes dominent la plupart du temps : explosion des coûts de la santé, difficulté grandissante à financer la prévoyance vieillesse, aggravation du conservatisme lors des élections et des votations.

Ces appréhensions doivent, sans conteste, être prises au sérieux. Toutefois, je pense que, sans la sous-estimer, la question démographique peut être abordée avec une certaine sérénité dans le cadre de la politique économique. Trois questions fondamentales se posent : comment l'évolution démographique va-t-elle influencer sur la tendance lourde de la croissance économique ? Les travailleurs âgés peuvent-ils rester plus longtemps sur le marché du travail sans en évincer les jeunes ? La structure des âges attendue dans les années 2030 sera-t-elle défavorable à la prospérité suisse ?

Une influence indirecte sur la croissance

Lorsqu'il est question de démographie, le terme de vieillissement est de plus en plus utilisé. Il suggère que l'évolution de la population tend vers une structure dominée par les personnes âgées. Sans parler de sa connotation négative, cette description est incomplète sur le plan économique. En effet, la croissance à long terme d'une économie découle principalement non pas de la pyramide des âges, mais des mutations dans la production de biens et services. Ainsi, le volume de travail (nombre d'heures effectuées au niveau macroéconomique) et la productivité du travail (production par heure d'activité) sont les deux facteurs prépondérants de la production globale, donc du PIB.

De manière indirecte, les mutations démographiques influent naturellement sur le volume de travail. Si le taux de naissance diminue ou stagne et que l'espérance de vie augmente, la part des actifs occupés dans la population totale diminue, ce qui a un effet négatif sur la croissance tendancielle².

¹ Scénario de référence de l'Office fédéral de la statistique : OFS (2015).

² OCDE (2012).



C'est la productivité du travail qui détermine la croissance à long terme, pas la structure par âge.

À cela s'ajoute le fait que le travail n'est pas le seul facteur de production. Ainsi, selon la théorie néoclassique, une croissance moindre de la population active peut accroître l'intensité capitalistique d'une économie, ce qui peut entraîner une hausse du revenu par habitant³.

Concernant l'épargne, il s'agit de déterminer si elle reste globalement constante dans une société vieillissante. D'un côté, on peut s'attendre à ce qu'une plus forte proportion de retraités amplifie la propension à dépenser le capital épargné. D'un autre côté, on peut argumenter que la conscience des mutations démographiques peut inciter les actifs à épargner plus, sachant qu'ils doivent accumuler davantage de capital pour leur prévoyance professionnelle. Couplé à l'importation de capitaux, cela peut avoir un effet positif sur la formation de capital, la productivité du travail et le revenu par habitant.

À long terme, le vieillissement de la population n'est donc pas nécessairement nuisible à la prospérité. En ce qui concerne le volume de travail, sur lequel repose la croissance, ce sont les années effectives de travail et le choix individuel du taux d'occupation qui jouent un rôle décisif. Plutôt que la pyramide des âges, ce sont les incitations à travailler qui sont déterminantes. Celles-ci découlent principalement des modalités de la prévoyance vieillesse étatique. Dans ce contexte, le principe du financement par capitalisation du II^e pilier revêt aussi une grande importance : plus les actifs occupés pourront accumuler de capital pour leur prévoyance professionnelle, moins l'AVS, qui est financée par les actifs, sera mise à contribution.

L'argument de l'éviction réfuté

Qu'apporterait un relèvement de l'âge de la retraite? Les opposants argumentent souvent qu'on ne saurait corriger les mutations démographiques par un allongement de la période d'activité lucrative, parce que les travailleurs âgés évinceraient les jeunes du marché du travail. Cet argument (« si les travailleurs âgés partent plus tôt à la retraite, il y aura davantage de travail

pour les plus jeunes ») fait mouche principalement dans les pays où le chômage des jeunes est élevé, en particulier depuis la crise financière et celle de la zone euro. Il apparaît également quand on recherche des arguments politiques en faveur d'une réduction du temps de travail (ou contre le relèvement de l'âge légal de la retraite). D'un point de vue économique, deux conditions qui sous-tendent cette affirmation suffisent à la réfuter⁴.

Premièrement, la thèse de l'éviction suppose que la demande de travail est une grandeur constante. Cette hypothèse est erronée. En effet, elle ne peut que dériver de la demande finale sur le marché des biens. Prenons l'exemple de l'industrie automobile : si la demande de voitures innovantes augmente, il faudra davantage de main-d'œuvre. Ainsi, dans une économie qui connaît une croissance durable, la demande en facteur travail tendra toujours à augmenter. En fait, le travail ne diminue pas, surtout dans les services à forte intensité de main-d'œuvre.

Deuxièmement, l'argument de l'éviction suppose que les actifs âgés peuvent être remplacés sans problème par des travailleurs plus jeunes. Cette hypothèse doit aussi être mise en doute⁵ : les jeunes ont généralement l'avantage d'être à la page sur le plan de la formation (professionnelle), alors que les travailleurs âgés bénéficient d'une plus grande expérience. Cette observation plaide plutôt en faveur d'une complémentarité entre les deux classes d'âge.

Enfin, des études montrent que plus le taux d'emploi des travailleurs âgés est élevé, plus celui des jeunes l'est aussi⁶. Ce constat, très réjouissant, vaut en particulier pour la Suisse, où le taux d'activité élevé des plus de 55 ans est, en comparaison internationale, aussi impressionnant que le taux relativement faible de chômage chez les jeunes.

Des recettes existent déjà

La situation serait-elle donc moins dramatique qu'il n'y paraît? N'avons-nous aucune raison de nous inquiéter du changement démographique? Bien entendu, ce serait là une conclusion erronée. Les mutations démographiques représentent un gros défi pour tous les pays concernés. D'autant que, sous nos latitudes, on ne saurait miser sur une forte immigration de jeunes travailleurs :

De manière indirecte, les mutations démographiques influent naturellement sur le volume de travail.

3 Ronald Lee (2016).
4 OCDE (2013).
5 Kalwij, Kapteyn, de Vos (2010).
6 OCDE (2013).

dans beaucoup de pays d'Europe, cette option se heurte aux limites posées par la politique suivie envers les étrangers.

Il est capital que les moteurs de la croissance économique – progression de la productivité du travail, taux d'emploi élevé – continuent de fonctionner. C'est en principe possible, puisque l'évolution démographique ne décide pas du sort de la croissance économique à long terme.

On peut supposer avec une certaine assurance que nos enfants et nos petits-enfants ne verront pas nécessairement leurs conditions se dégrader et qu'ils bénéficieront eux aussi d'une prospérité élevée ces prochaines décennies. La Confédération a défini un certain nombre de pistes à explorer. Ainsi, la politique de croissance publiée par le Conseil fédéral l'été dernier part de l'observation suivante: la productivité du travail dans les secteurs axés sur le marché intérieur a été plus lente à évoluer que dans beaucoup d'autres pays. L'économie suisse se renforcera donc en misant d'abord sur ces domaines. Il s'agit notamment de l'agriculture, de la construction, de l'hôtellerie-restauration, des services aux entreprises et de la santé.

Parallèlement, il sera important de maintenir, voire d'augmenter le taux d'emploi en Suisse. Les débats parlementaires en cours sur la réforme Prévoyance vieillesse 2020 abordent les principaux éléments nécessaires pour contrer la tendance à une retraite (relativement) anticipée.

Aux citoyens de jouer

Comment savoir si, et dans quelle mesure, le changement démographique influence la prospérité d'un pays? Cela dépend d'abord de l'orientation future qui sera donnée aux politiques économique, sociale, éducative et à celle consacrée au

marché du travail. Il faut, ensuite, que le comportement des individus s'adapte effectivement aux réformes engagées. La question de l'évolution démographique actuelle n'a donc rien de vital. Les politiques, comme les citoyens, pourront continuer à agir de manière autonome.

Il reste à déterminer comment les mutations à venir dans la structure des âges se répercuteront sur le bulletin de vote. En Suisse, la participation la plus élevée se remarque chez les septuagénaires. En 2015, l'âge médian des votants était de 56 ans et la tendance est à la hausse. Si les personnes très âgées devaient, à l'avenir, se montrer plus conservatrices et donc moins ouvertes aux réformes, cela ne serait, d'un point de vue politico-économique, vraiment pas une bonne nouvelle pour les orientations à prendre en matière démographique.



Eric Scheidegger

Chef de la Direction de la politique économique et directeur suppléant, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne

Bibliographie

Avenir Suisse, *CH 1995–2035: tendances globales, défis nationaux, solutions libérales*,

OFS, *Les scénarios de l'évolution de la population de la Suisse 2015–2045*, Neuchâtel, juin 2015.

OCDE, *Looking to 2060: Long-Term Global Growth Perspectives*, OECD Economic Policy Papers no3, Paris, 2012.

OCDE, *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Paris, 2013.

Kalwij Adriaan, Kapteyn Arie et de Vos Klaas, «Retirement of Older Workers and Employment of the Young», *De Economist*, vol. 158, no4, 2010, pp. 342–359.

Lee Ronald, *Macroeconomic, Aging and Growth*, NBER Working Paper 22310, Cambridge, 2016.